

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 20 DECEMBRE 2021

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-ET-UN, LE VINGT DECEMBRE,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°64 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BOURGET DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LES LOTS DES NUMEROS 1 A 29 (ETANT PRECISE QUE LE LOT N°28 N'EXISTE PAS) DU BIEN SIS 16, 18 ET 18 BIS AVENUE FRANCIS DE PRESSENSÉ AU BOURGET CADASTRE SECTION K N°8

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération n° 32 du conseil de territoire en date du 10 avril 2017 instituant le droit de préemption urbain simple et renforcé sur la commune du Bourget et délégation partielle d'exercice au profit de la commune du Bourget,
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°54 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Bourget de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la ville du Bourget et l'EPT en date du 30 décembre 2019,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Hervé TETARD, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 15 octobre 2021 et complétée le 10 décembre 2021 en mairie du Bourget, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de l'indivision DELAY-FONTAINE de céder les lots des numéros 1 à 29, étant précisé que le lot n°28 n'existe pas, de son bien situé au Bourget, 16 18 et 18 bis avenue Francis Pressensé, cadastré au Bourget, section K n°8, occupé par des locataires comme indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée, moyennant le prix de trois millions cinq cent mille euros (3 500 000 €) ainsi que quatre-vingt-dix mille euros toutes taxes comprises (90 000 € TTC) de commission à la charge de l'acquéreur,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Bourget,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Bourget, l'EPT et l'EPFIF en date du 30 décembre 2019 et répond aux objectifs d'intervention de la commune du Bourget,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Bourget l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

DÉCIDE

- Article 1 **De déléguer** à la commune du Bourget l'exercice du droit de préemption urbain pour les numéros 1 à 29, étant précisé que le lot n°28 n'existe pas, du bien situé au Bourget, 16 18 et 18 bis avenue Francis Pressensé, cadastré section K n°8, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
 - Monsieur le Maire de la commune du Bourget,
- La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3 **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Bourget les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme


Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20211220-64-20-12-2021-DE
Date de transmission : 22/12/2021
Date de réception en préfecture : 22/12/2021
Le Président
Bruno BESCHITZA